



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/1982/3/Add.38/Rev.1  
30 mars 1990

FRANCAIS  
Original : ARABE

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE  
Première session ordinaire de 1990

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES,  
SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports initiaux présentés par les Etats parties au Pacte  
sur les droits faisant l'objet des articles 13 à 15,  
conformément à la troisième étape du programme établi  
par le Conseil économique et social dans  
sa résolution 1988 (LX)

Additif

JORDANIE

[17 janvier 1990]

1. Conformément aux dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par le Gouvernement jordanien, qui stipule en son article 16 que "les Etats parties au présent Pacte s'engagent à présenter, conformément aux dispositions de la présente partie du Pacte, des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées et sur les progrès accomplis en vue d'assurer le respect des droits reconnus dans le Pacte", le Ministre des affaires étrangères du Royaume Hashémite de Jordanie a l'honneur de présenter le rapport initial de son pays sur les articles 13 à 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

2. La mise en place du système éducatif remonte à la création de l'Emirat de Transjordanie en 1921, époque à laquelle fut lancé un grand programme de développement de l'éducation et, furent ouverts de nombreux établissements d'enseignement primaire et secondaire. En 1922, le nombre des écoles avait déjà considérablement augmenté puisqu'il était passé d'une dizaine à 44. Le premier congrès des enseignants s'est tenu en 1923, et la même année a été entreprise la construction d'un établissement d'enseignement secondaire à Salt, ainsi que celle d'un certain nombre d'écoles moyennes à Amman, Irbid et Karak. La première école technique a été fondée à Amman en 1930. En 1930-31, 5 239 élèves suivaient les cours dispensés par 122 enseignants dans 54 établissements.

3. Le système éducatif comprend un premier cycle d'études de sept ans et un second cycle de quatre ans (qui peut être remplacé par une période de formation professionnelle technique ou agricole de deux ans). La fin des études du premier et du second cycles est sanctionnée par un examen public.

4. Sous l'Emirat, le développement de l'éducation a été caractérisé par l'augmentation du nombre d'établissements, la normalisation des programmes scolaires, la mise en place du premier Conseil de l'éducation, en 1923, et la création du premier Ministère de l'éducation, en 1940. Après que le pays eut accédé à l'indépendance, en 1946, les progrès se sont accélérés de telle sorte qu'en 1950, le Royaume comptait 691 établissements d'enseignement dotés de 3 022 enseignants, dans lesquels 123 319 élèves au total étaient inscrits.

5. Au cours des trente dernières années, le Royaume est parvenu à améliorer sensiblement l'éducation dispensée sur un plan tant qualitatif que quantitatif. En 1987-88, le nombre d'élèves fréquentant les 3 565 établissements desservis par 42 533 enseignants étaient de 963 252. D'après les dernières statistiques publiées par le Ministère de l'éducation, le Royaume compterait 47 413 enseignants, dont 18 834 hommes et 28 579 femmes. Sur ce chiffre, 37 439 travaillent dans des établissements relevant du Ministère de l'éducation, 606, dans d'autres écoles publiques, 3 656 dans des établissements administrés par l'UNRWA et 5 712, dans des établissements privés.

6. Au total 987 282 élèves suivent les cours dispensés dans les établissements d'enseignement du Royaume, dont 740 419 fréquentent les établissements relevant du Ministère de l'éducation, 10 032 d'autres établissements publics, 133 883, des établissements administrés par l'UNRWA et 102 948, des écoles privées.

7. Sur l'ensemble des 3 630 établissements d'enseignement du Royaume, 1 078 sont réservés aux garçons, 959 aux filles, et 1 598 sont mixtes; 2 595 d'entre eux relèvent du Ministère de l'éducation, 20 sont des écoles publiques, 178 des établissements administrés par l'UNRWA et 842 des établissements privés.

8. Le principe de l'éducation pour tous est partie intégrante d'une seule politique globale d'enseignement dont les objectifs sont les suivants :

a) mettre l'éducation à la portée de tous les membres de la société, sur la base de l'égalité sociale, en offrant à tous les mêmes possibilités de s'instruire dans les limites des capacités de chacun;

b) améliorer le niveau de vie de chacun et de l'ensemble de la collectivité, et accroître le revenu national en assurant l'égalité de chances en matière d'éducation grâce à la mise au point de programmes susceptibles de répondre aux vœux et aux désirs de chacun mais aussi de satisfaire aux besoins présents et futurs du pays;

c) offrir à tous les citoyens la possibilité de recevoir un enseignement traditionnel grâce à l'organisation de cours du soir, de programmes éducatifs extrascolaires, de campagnes d'alphabétisation et d'autres programmes spéciaux de formation des adultes liés à des projets de développement.

9. Au cours de ces dernières années, le Ministère de l'éducation a pris certaines initiatives en vue d'atteindre les cinq objectifs énumérés ci-après :

10. Le premier objectif consistait à démocratiser davantage l'accès aux études et à assurer une plus grande égalité de chances dans ce domaine aux enfants, aux adolescents et aux adultes. A cet égard :

a) Le Ministère est parvenu à répartir équitablement les services éducatifs et à assurer une chance égale d'éducation à tous les citoyens, dans les zones aussi bien rurales qu'urbaines, dans la mesure où les ressources budgétaires de l'Etat le permettaient. Pour que tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire puissent le faire, des écoles ont été créées dans toutes les régions du Royaume.

b) Il a fourni les moyens nécessaires pour que les sujets doués ayant achevé avec succès le cycle préparatoire puissent continuer leurs études dans des établissements d'enseignement secondaire et des centres de formation professionnelle;

c) Il a ouvert des centres d'éducation pour adultes et a organisé des cours du soir ainsi que des cours de formation professionnelle. Le Ministère a également édicté les règlements d'application nécessaires pour donner effet à ces mesures.

11. Le deuxième objectif était d'offrir aux Jordaniens des deux sexes les mêmes chances de s'instruire. Les établissements relevant du Ministère de l'éducation sont ainsi ouverts à tous les membres de la société jordanienne, sans distinction de sexe ni de situation sociale ou économique. Hommes et femmes jouissent des mêmes possibilités de s'inscrire aux cours de tous les niveaux et les habitants des zones urbaines et rurales suivent les mêmes programmes d'études.

12. Le troisième objectif consiste à intensifier la campagne d'élimination de l'analphabétisme. Le Ministère a donc pris certaines dispositions pour organiser des cours du soir et d'été ainsi que des cours de formation professionnelle de manière à offrir à tous ceux qui le souhaitent la possibilité de s'instruire. Des centres d'alphabétisation sont créés chaque fois que 15 personnes au moins sont susceptibles de les fréquenter; les cours, les manuels et les fournitures sont gratuits.

13. Le quatrième objectif est d'assurer une meilleure instruction aux personnes socialement défavorisées ou handicapées. A cette fin, le Ministère a organisé : a) des cours complémentaires et des cours de perfectionnement à l'intention des sujets qui ont besoin d'être particulièrement suivis pour développer leurs capacités; b) des cours d'été; c) des programmes alimentaires destinés à réduire les effets de la malnutrition sur les résultats scolaires.

14. Le cinquième objectif consiste à développer les services éducatifs de telle sorte que les adultes puissent y avoir accès. Ce projet n'a pu cependant être mis à exécution faute de ressources financières.

15. Le système éducatif du Royaume a été conçu de manière à intégrer l'enseignement scolaire et extrascolaire. Le Ministère s'emploie donc à offrir à chacun la possibilité de s'instruire. Les progrès de la science et de la technique ont contribué à enrichir les programmes d'études, dans lesquels ne figuraient auparavant que les matières traditionnelles. De nouvelles méthodes pédagogiques permettent d'améliorer la qualité de l'enseignement et grâce aux progrès de la science dans le domaine de la communication, il est devenu plus facile d'offrir aux intéressés des possibilités d'éducation permanente. Le nombre des personnes en ayant bénéficié a d'ailleurs augmenté au point d'englober la grande majorité des catégories sociales.

16. L'éducation occupe un rang de priorité élevé dans les projets de développement de la Jordanie ainsi que dans ses politiques pour l'avenir, et constitue un sujet permanent de préoccupation pour les dirigeants politiques et les responsables à tous les niveaux. Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée nationale en 1985, Sa Majesté le Roi de Jordanie a insisté sur "la nécessité de renforcer le système éducatif pour lui permettre d'évoluer au même rythme que la science et les autres branches de la connaissance, de s'adapter aux changements sociaux et culturels, d'absorber les nouveaux facteurs qui se font jour dans plusieurs secteurs de la société, en vue de combler l'écart qui sépare les besoins des individus et de la collectivité, d'une part, des possibilités qu'offre le système éducatif, d'autre part".

17. Depuis vingt ans, la Jordanie s'en tient au principe des plans de développement généraux. Sur la base des exigences futures définies par le plus récent d'entre eux, le plan quinquennal pour la période 1986-1990, l'enseignement a été amélioré pour répondre aux besoins socio-économiques nouveaux.

18. La première Conférence nationale sur le développement de l'enseignement s'est tenue du 7 au 9 septembre 1987. Les débats ont principalement porté sur la structure de l'enseignement, la nécessité de relever le niveau général d'instruction des jeunes qui arrivent sur le marché du travail à l'issue de leurs études élémentaires et de prolonger la durée de l'obligation scolaire

pour que l'âge auquel elle prend fin coïncide avec l'âge minimum d'accès à la vie active. Les participants ont également débattu de la nécessité d'abolir toute distinction entre les diverses formes d'enseignement général et professionnel au niveau secondaire et d'améliorer le niveau des études secondaires pour lui donner un caractère plus poussé et spécialisé, et lui permettre de mieux jouer son rôle, qui est de préparer les adolescents aux études supérieures, à la vie active et aux responsabilités civiques.

19. La Conférence a recommandé que l'enseignement scolaire précédant les études supérieures comporte deux niveaux : le niveau élémentaire et le niveau secondaire :

a) l'enseignement élémentaire consisterait en dix années d'études obligatoires normalisées s'adressant à des jeunes âgés de six à 16 ans;

b) l'enseignement secondaire comporterait deux ans d'études pendant lesquelles des jeunes âgés de 16 à 18 ans suivraient un enseignement spécialisé facultatif;

c) l'enseignement secondaire serait dispensé principalement sous deux formes : soit un enseignement général reposant sur un programme d'études commun complété par un enseignement spécialisé, classique ou professionnel; soit un enseignement pratique reposant sur la préparation et la formation professionnelles.

20. En Jordanie, l'enseignement est obligatoire et gratuit dans les écoles primaires et élémentaires, conformément aux dispositions de la Constitution jordanienne qui stipule en son article 20 : "L'instruction primaire est obligatoire pour les Jordaniens; elle est gratuite dans les écoles publiques", mais aussi en vertu de la loi No 16 de 1964 relative à l'enseignement et de la loi provisoire No 27 de 1988 qui disposent :

Article 3 c) i) : "Les Jordaniens sont égaux dans leurs droits et leurs devoirs ainsi que dans leurs besoins politiques, sociaux et économiques. Ils se distinguent par leur dévouement et leur attachement à leur société";

Article 3 c) vi) : "L'éducation est une nécessité sociale et un droit dont chacun peut se prévaloir, selon ses aptitudes et ses capacités personnelles";

Article 4 q) : "Le respect de la personne humaine, l'acquisition de valeurs et d'attitudes positives à l'égard de soi-même et d'autrui, le travail, le progrès social et la manifestation des principes démocratiques dans le comportement des individus et de la société".

21. Le système éducatif consiste en six années d'études primaires et trois années d'études préparatoires qui représentent la période d'enseignement obligatoire et gratuit, suivies de trois années d'études secondaires de type classique ou professionnel, avec les diverses disciplines qu'elles comportent. Les manuels scolaires sont distribués gratuitement aux élèves des écoles primaires et préparatoires publiques et à prix coûtant dans les établissements secondaires.

22. Un certain nombre des services pédagogiques dispensés par le Ministère de l'éducation visent à permettre au système éducatif d'atteindre avec succès les objectifs définis plus haut.

#### Formation pédagogique

23. Cette formation a pour objet d'offrir aux enseignants, aux directeurs d'établissement et aux inspecteurs des écoles la possibilité de suivre une formation en cours d'emploi qui leur permette de se perfectionner et de remplir leurs fonctions avec une compétence et une efficacité accrues. La responsabilité en incombe au Service de la formation pédagogique du ministère de l'éducation, qui est chargé de surveiller la formation dispensée aux agents de toutes les directions de l'administration centrale, mais aussi à ceux des directions de l'enseignement des provinces de manière qu'ils développent leurs compétences pédagogiques et administratives. Cette formation comprend les programmes décrits ci-après.

24. Le programme de formation à l'intention des moniteurs de jardins d'enfants sanctionné par un diplôme du niveau précédant le premier niveau des études universitaires, a commencé pendant l'année scolaire 1981-1982 lorsque le ministère a institué des cours de formation à l'intention des moniteurs enseignant dans les jardins d'enfants gérés par le secteur privé pour marquer son soutien à ce secteur, qui est chargé de l'éducation des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de la scolarité. Au cours de l'année scolaire 1987-88, le nombre des admissions, celui des stagiaires inscrits au programme et celui des diplômés ont été les suivants :

<u>Nombre d'admissions</u>	<u>Nombre de stagiaires</u>	<u>Nombre de diplômés</u>
5	204	178

Ce programme a pris fin au terme de l'année scolaire 1987-1988, les collèges universitaires se chargeant aujourd'hui de cette formation des moniteurs.

25. Les cours de formation à l'intention des diplômés d'université employés par le Ministère de l'éducation, sanctionnés par le diplôme d'études supérieures de pédagogie décerné par la Faculté de pédagogie et la maîtrise de pédagogie, ont débuté pendant l'année académique 1979-80 au cours de laquelle un petit nombre d'enseignants se sont inscrits à l'Université de Jordanie pour suivre les cours sanctionnés par ce diplôme. Le système a continué de fonctionner jusqu'à ce qu'un programme identique soit organisé à l'Université Yarmouk trois ans plus tard, et à la section civile de l'Université Muthab pendant le premier semestre de l'année académique 1986-87. Le nombre de personnes ayant suivi du premier semestre de l'année universitaire 1986-87 au second semestre de l'année 1988-89 les cours sanctionnés par le diplôme d'études supérieures de pédagogie ou par la maîtrise dans ces trois universités s'est réparti comme suit :

	<u>Université de Jordanie</u>	<u>Université Yarmouk</u>	<u>Université Mutah</u>
Diplôme d'études supérieures de pédagogie	800	270	91
Maîtrise	90	55	-

A la fin du semestre d'été de l'année universitaire 1987-1988, le nombre des diplômés s'établissait ainsi :

	<u>Université de Jordanie</u>	<u>Université Yarmouk</u>	<u>Université Mutah</u>
Diplôme d'études supérieures de pédagogie	374	120	25
Maîtrise	45	25	-

26. Le programme de formation destiné aux enseignants travaillant déjà et titulaires d'un diplôme décerné par un collège universitaire ou d'un grade équivalent a été lancé au cours du premier semestre de l'année universitaire 1988-1989. Les cours ont été suivis par 300 enseignants relevant des trois directions de l'enseignement du grand Amman de Zarga et d'Amman-ville. Un établissement sera bientôt créé à Irbid-ville à l'intention de la Direction de l'enseignement de la région Nord, et 300 enseignants devraient y commencer leurs études au cours du second semestre de l'année universitaire 1988-1989.

#### Formation en cours d'emploi

27. Cette formation a pour objet de permettre aux enseignants et aux cadres employés au Ministère de l'éducation et sur le terrain de se perfectionner, dans leurs spécialités respectives, afin de satisfaire aux exigences du ministère et de répondre aux besoins des individus. Ces cours de formation sont généralement dispensés tout au long de l'année, mais surtout pendant les vacances d'été. Ils sont placés sous le contrôle de la direction de la formation pédagogique et de l'inspection du Ministère de l'éducation. Celui-ci vient de mettre la dernière main à un plan global de formation élaboré sur la base des recommandations de la Conférence sur le développement de l'éducation. De manière générale, ce plan vise à offrir une formation à toutes les personnes employées par le Ministère de l'éducation, et notamment aux inspecteurs des écoles, aux enseignants, aux bibliothécaires, aux chefs de laboratoire et aux directeurs d'établissement. Dans le cas des enseignants, des inspecteurs des écoles et des directeurs d'établissement, la formation est axée sur les nouveaux manuels scolaires qui seront établis à la lumière des programmes d'études prévus, des nouvelles conceptions pédagogiques qui seront appliquées et de la manière dont ce nouveau matériel devra être utilisé.

28. Au cours de l'année scolaire 1988-89, 15 cours d'été à l'intention de 3 550 stagiaires ont été organisés en sus des 75 cours dispensés à d'autres moments de l'année.

### Enseignement télévisé

29. L'enseignement télévisé a pour objet de développer de nouvelles compétences pédagogiques et de promouvoir des concepts et des orientations pédagogiques que les méthodes classiques n'ont pas été en mesure de propager parmi les élèves et les enseignants. Il a été inauguré en 1968 avec la diffusion d'émissions scolaires et culturelles le matin et le soir. Un expert de l'UNESCO a été détaché en juin 1973 auprès de la Section de l'enseignement télévisé où, dès le début du mois d'août, un spécialiste en production est venu lui prêter main forte dans le cadre de l'assistance fournie par l'UNESCO pour la mise au point de programmes d'enseignement télévisé. Durant l'année scolaire 1973-74, la télévision a notamment diffusé des cours de géographie à l'intention des élèves de première année d'études secondaires, mais aussi des cours d'anglais, de physique, de mécanique, d'arabe, de mathématiques et de biologie ainsi qu'un enseignement technique. Depuis sa création jusqu'au 1er janvier 1989, la section de l'enseignement télévisé a produit 1 050 émissions. Celles-ci sont diffusées pendant les heures de cours en présence du maître de classe et elles sont considérées comme faisant partie du programme d'études. Chaque émission, qui dure de 20 à 30 minutes, porte sur un sujet particulier et s'adresse aux élèves d'un niveau déterminé. A l'issue de l'émission, le maître apporte des éclaircissements sur les points restés obscurs et répond aux questions. Le ministère a doté 336 établissements de postes de télévision en couleur et 162 de magnétoscopes (le Royaume compte environ 520 établissements d'enseignement secondaire).

### Radio scolaire

30. La radio scolaire a pour objet de fournir aux élèves des informations d'intérêt didactique de façon à la fois plus rapide et plus efficace grâce à diverses techniques de diffusion. Elle permet également aux enseignants de se perfectionner et d'améliorer leur enseignement.

### Santé scolaire

31. Le programme de santé scolaire a été lancé dans le dessein de sensibiliser davantage les esprits à l'importance de la santé et de l'éducation sanitaire et de prodiguer aux élèves des services de santé de base visant à les prémunir contre les maladies tout en améliorant l'hygiène en milieu scolaire. Toutefois, faute de ressources financières suffisantes, le programme de santé scolaire ne touchait, au début de l'année scolaire 1988-89, que les élèves de première année d'enseignement primaire et préparatoire des établissements publics, où on leur faisait subir des examens médicaux complets, en plus des vaccinations et des soins dentaires habituels.

32. Au début de l'année scolaire 1988-89, le ministère de la santé a décidé de dissoudre le réseau d'équipes médicales chargées de promouvoir la santé dans les écoles pour répartir les médecins et leurs assistants entre les 300 centres sanitaires d'enseignement dans le Royaume, chaque centre étant chargé de desservir les établissements d'enseignement de son ressort. Il a également été décidé d'étendre les examens médicaux à tous les écoliers de première et de quatrième années primaires ainsi qu'aux adolescents de première année aux niveaux préparatoire et secondaire. Le tableau ci-après indique le nombre total des élèves qui ont subi un examen médical en 1989 :



	Première année primaire	Quatrième année primaire	Première année préparatoire	Première année secondaire
Garçons	35 859	37 305	33 429	15 937
Filles	35 855	36 362	29 973	18 757
Total	71 714	73 667	63 402	34 694
Total général	343 477 élèves des deux sexes.			

#### Alimentation à l'école

33. Le programme d'alimentation à l'école est destiné à relever le niveau des résultats scolaires en améliorant l'état de santé des élèves en leur faisant servir régulièrement un repas léger, afin de leur assurer de meilleures chances d'épanouissement physique et social. Le programme d'alimentation à l'école, lancé en 1965, complète les divers autres services dispensés par le ministère de l'éducation.

#### Clubs scolaires

34. Le club scolaire a pour objet d'aider les élèves à organiser leur temps libre et à le mettre à profit dans un climat social et éducatif propice, grâce à des activités religieuses, culturelles, scientifiques, artistiques, techniques, sportives et bénévoles. Ces activités sont organisées pendant les vacances d'été.

#### Utilisation de l'ordinateur à l'école

35. Dans 160 établissements d'enseignement secondaire du Royaume, l'enseignement informatisé est aujourd'hui une réalité. Des ordinateurs sont déjà installés dans 70 d'entre eux (à raison de 11 terminaux par établissement) et les 90 autres seront équipés des mêmes installations au cours de l'année scolaire 1988-89, dès que les raccordements nécessaires auront été effectués et que le matériel sera en Jordanie. Dans une première étape, chacun de ces 90 établissements a été doté d'un terminal pour permettre aux professeurs de commencer les exercices pratiques. A l'heure actuelle, l'enseignement par ordinateur est réservé aux élèves de première année des établissements d'enseignement secondaire précités.

#### Centres culturels

36. Les centres culturels sont des institutions privées qui organisent des activités sous forme de cours réguliers dispensés dans certaines disciplines de caractère professionnel, commerce, production industrielle, sciences de l'ingénieur, beaux-arts et langues par exemple. Les activités déployées par ces centres complètent l'enseignement traditionnel, scolaire et professionnel, dispensé dans différentes branches de la connaissance par les établissements des secteurs public et privé sous le contrôle du ministère de l'éducation. Ces centres ont dès lors développé leurs activités en les complétant chaque année par de nouveaux cours pour lesquels il est fait usage de techniques modernes, comme les moyens audiovisuels permettant de faire fonctionner un ordinateur ou de le programmer, qui satisfont aux exigences actuelles et à la diversité des besoins sociaux.

37. Les centres culturels sont entrés en activité en 1945, date à laquelle le premier centre était ouvert dans la ville d'Amman. Ils ont ensuite développé et multiplié progressivement leurs activités jusqu'en 1980. Entre 1981 et 1986, leur nombre a sensiblement augmenté, pour répondre à la demande populaire de création de tels centres dans toutes les régions relevant des différentes directions de l'enseignement. C'est ainsi qu'en 1986, on en dénombrait 165, qui dispensaient un enseignement à 15 584 élèves. Au cours de l'année scolaire 1987-88, le nombre de personnes y poursuivant des études est tombé à 10 582 par suite de la rapidité avec laquelle ils s'étaient multipliés, de la concurrence grandissante qu'ils se livraient, de l'importance accrue accordée aux objectifs commerciaux au détriment des objectifs pédagogiques, et de l'organisation, dans des établissements d'enseignement comme les universités ou les collèges universitaires, intermédiaires d'activités comparables (d'un niveau encore supérieur) renforcées par d'autres services dispensés dans la même optique par le Ministère.

#### Etablissements d'enseignement supérieur

38. Il ressort des dernières statistiques officielles que plus du tiers des habitants de la Jordanie fréquentent des établissements d'enseignement primaire, préparatoire ou secondaire, ou poursuivent volontairement leurs études dans l'une des quatre universités jordaniennes ci-après :

a) L'Université de Jordanie, fondée en 1963 qui regroupe 14 facultés dispensant un enseignement dans presque tous les domaines de spécialisation. Au nombre des 63 disciplines enseignées figurent les lettres, l'économie, l'administration, la charia, les sciences, la médecine, l'éducation, l'agriculture, l'ingénierie, le droit, l'éducation physique, l'odontologie. Au terme de l'année universitaire 1987-88, le nombre total de diplômés s'élevait à 2 657, parmi lesquels 1 301 étudiantes, tous grades confondus (licence, diplôme d'études supérieures, maîtrise et doctorat);

b) L'Université Yarmouk, qui regroupe quatre facultés et le Collège technique de Hajawi, dispense des cours dans 25 domaines de spécialisation, parmi lesquels les sciences, les lettres, l'éducation, les beaux-arts, l'économie et l'administration. Au terme de l'année universitaire 1987-88, le nombre total de diplômés s'élevait à 3 615, dont 879 étudiantes, tous grades confondus (licence, diplôme d'études supérieures et maîtrise);

c) L'Université de la science et de la technologie qui dispense un enseignement dans les domaines de spécialisation suivants : médecine, odontologie, pharmacie, soins infirmiers, génie civil, électricité, architecture et mécanique. Le nombre total de diplômés à l'issue de l'année universitaire 1987-88 s'élevait à 134, dont 19 étudiantes, tous grades confondus (licence et maîtrise);

d) L'Université Mutah qui dispense un enseignement dans six domaines de spécialisation, parmi lesquels le droit, l'administration, les sciences humaines et les sciences naturelles. Au cours de l'année universitaire 1987-88, 195 étudiants se sont vu décerner le grade de licencié.

39. Le tableau ci-après indique le nombre et le pourcentage d'étudiants jordaniens inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur en Jordanie et à l'étranger ainsi que la proportion qu'ils représentent par rapport au nombre total de jeunes en âge de poursuivre des études supérieures (de 18 à 23 ans).

	Nombre	Pourcentage
Etudiants jordaniens inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur en Jordanie	60 543	63.7
Etudiants jordaniens inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger	34 459	36.3
Total	95 002	100
Population d'âge compris entre 18 à 23 ans	276 500	34.3

40. Le nombre de Jordaniens poursuivant des études supérieures à l'étranger a considérablement diminué par rapport aux années précédentes. Entre les années universitaires 1985-86 et 1986-87 par exemple, le pourcentage a baissé de 3,7 pour cent.

41. Les collèges universitaires, dont certains sont privés alors que d'autres relèvent directement du Ministère de l'éducation, d'autres ministères ou départements ministériels et de l'UNRWA, dispensent un enseignement dans les branches suivantes : éducation, commerce, ingénierie, médecine, agriculture et sciences sociales. Le tableau joint en annexe \*/ indique le nombre d'étudiants qui ont suivi les cours de ces collèges pendant l'année universitaire 1987-88, selon le domaine de spécialisation, le degré d'enseignement, le sexe, et l'autorité dont ils relèvent.

42. Le gouvernement a subordonné l'inscription dans les universités jordaniennes à certaines conditions, conformément à l'article 5 de la loi No 13 de 1980 relative au Conseil de l'enseignement supérieur, telle que modifiée, qui dispose :

"1. Avant le début de chaque année universitaire, le Conseil de l'enseignement supérieur détermine, à la demande des universités, le nombre d'étudiants que chaque faculté de Jordanie pourra admettre durant l'année en fonction des besoins de la population et de la capacité d'accueil des universités.

2. L'admission dans les universités jordaniennes est soumise aux conditions suivantes :

a) les candidats doivent être détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires ou d'un titre équivalent;

\*/ Les membres du Comité qui le souhaitent peuvent consulter ce tableau dans les archives du Secrétariat.

b) chaque université doit fixer les autres conditions que devra remplir un candidat pour être admis dans chacune des facultés ou chacun des départements, et notamment la notation minima qu'il devra avoir obtenue pour se voir décerner le certificat de fins d'études secondaires, pour autant que celle-ci ne soit pas inférieure à 65 pour cent;

c) L'admission dans les diverses facultés ou départements sera subordonnée aux préférences exprimées par les étudiants, et à la place qu'ils occupent dans l'ordre d'examen des candidatures établi d'après les notes obtenues à l'examen du certificat de fin d'études secondaires ou d'autres examens équivalents.

3. Nonobstant les dispositions précitées de l'alinéa b) du paragraphe 2, "L'Université de Jordanie et l'Université Yarmouk accueilleront les 50 étudiants les plus brillants de chaque gouvernorat ou district, y compris ceux des régions à population nomade, conformément aux subdivisions administratives adoptées par le Ministère de l'éducation, ainsi que l'élève de chaque établissement d'enseignement secondaire qui aura obtenu les meilleurs résultats dans chacun des gouvernorats ou districts.

Chaque université peut accueillir un certain nombre d'étudiants en provenance de pays arabes, de pays islamiques et de pays étrangers, à condition que dans chaque faculté ou département, ils ne représentent pas plus de 5 pour cent du nombre total des étudiants inscrits. Ils seront sélectionnés selon les critères établis par chaque université".

L'admission dans ces établissements est encore soumise à d'autres conditions qu'il serait hors de propos d'énumérer dans le présent rapport.

43. Les universités jordaniennes jouent un rôle important dans la diffusion et l'enseignement des buts et principes des Nations Unies, car elles sont fermement convaincues de l'importance de l'oeuvre entreprise par l'ONU et ses diverses institutions spécialisées pour développer les relations internationales, promouvoir les principes humanitaires et protéger les droits de l'homme. Les programmes universitaires comprennent l'étude du droit humanitaire et des problèmes se rapportant aux relations internationales, ainsi que des cours sur l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées. Les buts et principes de l'ONU, les efforts de l'organisation pour préserver la paix et la sécurité internationale et la part importante que prennent ses institutions spécialisées au développement de la coopération internationale sont exposés et commentés avec le plus grand soin. Les étudiants sont initiés au détail des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux autres aspects humanitaires des relations internationales. En général, les universités jordaniennes offrent un cours complet sur les droits de l'homme et les libertés individuelles dans le cadre du programme de leur faculté de droit, où les droits de l'homme sont une matière à option tout en figurant en bonne place dans le programme du cours de droit international, qui est une matière obligatoire. En outre, la question des droits de l'homme et des libertés publiques fait partie intégrante de l'étude du droit constitutionnel jordanien.

Moyens culturels

44. Tout Etat moderne a le devoir impérieux de développer la personnalité de chaque individu au-delà des limites de l'enseignement reçu en lui assumant un acquis culturel correspondant à son intelligence et à sa sensibilité, propre à stimuler son attachement aux valeurs de la société où il vit ainsi qu'à l'histoire, à la civilisation et aux aspirations de son pays et grâce auquel, il pourra tirer le meilleur profit des cultures étrangères en sachant en distinguer les aspects positifs des aspects négatifs. C'est dans cette optique qu'a été créé au début de l'année 1988 le Ministère de la culture et du patrimoine national, duquel relèvent le Département de la culture et des arts, le Centre royal de la culture, le Département des antiquités, la Direction des bibliothèques et archives nationales. Il convient à cet égard de relever que 49 organismes culturels ont été recensés par le Ministère.

45. Le rôle du Ministère de la culture est d'encourager, promouvoir et diffuser la production culturelle et artistique, et d'identifier les domaines et les sujets qui, aux yeux du Ministère, présentent un intérêt culturel pour l'Etat, pour la collectivité et les individus, jordaniens et arabes, de manière à pouvoir ensuite charger des personnes compétentes, moyennant une rémunération adéquate, décrire des ouvrages destinés à être publiés sur ces sujets. Le Ministère a également publié des ouvrages et des revues culturelles, et invité des écrivains et des intellectuels à consacrer des ouvrages à ces sujets; sous son égide, sont également créées des troupes artistiques et théâtrales qu'il subventionne en vue d'une présentation audiovisuelle de la culture en Jordanie et à l'étranger. Des troupes étrangères ont aussi été invitées à se rendre en Jordanie; des festivals, des conférences et des séminaires de caractère culturel sont organisés dans le Royaume et la Jordanie prend part aux manifestations de même nature qui se déroulent à l'étranger.

46. Pour atteindre les objectifs précités, le Ministère a élaboré des propositions de programmes et des projets de lois qui devront être soumis au Premier Ministre, conformément aux procédures constitutionnelles requises pour leur promulgation (certains de ces projets ont déjà été approuvés par le Conseil des Ministres) :

a) le programme de publication et de diffusion des ouvrages culturels (approuvé par le Conseil des Ministres le 26 novembre 1989), en vertu duquel le Ministère est habilité à acquérir les droits sur certaines oeuvres d'écrivains et d'intellectuels, pour les publier et les mettre en vente à des prix abordables et faire en sorte que la culture soit à la portée de tous. Le Ministère est également en droit de passer commande de la traduction en arabe de certaines oeuvres marquantes écrites dans des langues étrangères, afin qu'elles soient publiées et proposées au public à des prix raisonnables;

b) le programme de prix décernés par l'Etat (approuvé par le Conseil des Ministres le 26 novembre 1989) prévoit l'octroi de récompenses dans tous les domaines de la connaissance, sous forme d'incitations, de sommes d'argent et de certificats honorifiques. Le Ministère espère que ce programme stimulera la créativité intellectuelle tout en l'améliorant sur le plan qualitatif;

c) un projet de loi relatif à l'enregistrement auprès de la Direction des bibliothèques et archives nationales des reproductions, photocopies ou enregistrements de toutes les productions intellectuelles publiées en Jordanie. Il suffira d'assigner un numéro d'enregistrement à chaque oeuvre avant sa parution. Elle sera alors classée et le nombre d'exemplaires exigé sera de même systématiquement consigné sur les registres afin de sauvegarder le droit de l'Etat, de la société et des générations futures d'être informés de toutes les oeuvres produites en Jordanie. Ce programme viserait également à établir une bibliographie nationale en faisant obligation à toutes les bibliothèques publiques de fournir copie des fiches des ouvrages qu'elles possèdent ou acquièrent, en sorte qu'elles soient cataloguées et mises en mémoire pour permettre à chaque chercheur ou étudiant de s'informer des ouvrages que détiennent les bibliothèques publiques sur le sujet qui l'intéresse et de connaître le lieu exact où ils se trouvent, le nombre d'exemplaires disponibles et leur cote;

d) un projet de loi relatif à la protection du droit d'auteur. En dépit de la formidable renaissance culturelle et scientifique que vient de connaître la Jordanie, la propriété intellectuelle n'est toujours protégée dans le Royaume que par la loi ottomane de 1907, aujourd'hui dépassée et dont les dispositions ne répondent plus aux exigences modernes en ce qui concerne la portée de la protection de la propriété intellectuelle, les conditions qui subordonnent le droit de reproduction et les procédures légales qui permettent d'assurer cette protection. Il s'ensuit qu'il est devenu urgent de promulguer une nouvelle législation qui comble ces lacunes en tenant compte des conventions arabes et internationales relatives aux droits en matière de propriété intellectuelle. A cette fin, un projet de loi sur le droit d'auteur a été élaboré en vue de stimuler encore la production générale d'oeuvres culturelles et intellectuelles en veillant à ce que les droits de l'auteur mais aussi ceux de l'Etat et de la société soient protégés.

47. Parmi les projets ambitieux auxquels le Ministère attache la plus grande importance figurent : la promulgation de ces lois relatives à l'enregistrement et au droit d'auteur; la mise en place d'un système normalisé d'indexation; la création d'une bibliothèque nationale, d'une maison d'édition nationale, d'un réseau d'information et de centres culturels dans tous les gouvernorats; l'institution d'un système de bourses à l'intention des chercheurs, et l'extension du centre des Arts, ou sa transformation en une académie ou une faculté dans le cadre d'un collège universitaire.

#### Protection des brevets

48. La Société royale des sciences, créée le 14 avril 1970, a été chargée d'entreprendre des activités de recherche-développement dans les domaines scientifique et technique axées sur le processus de développement engagé dans le Royaume, notamment dans l'industrie. Elle s'est également vu fixer pour objectif de sensibiliser le public aux progrès scientifiques et techniques et de fournir des conseils et des services techniques de très haute qualité aux institutions des secteurs public et privé. Par son action, la Société contribue à promouvoir le développement dans tous les secteurs, et compte déjà à son actif un nombre impressionnant de réalisations, eu égard au peu de temps écoulé depuis sa création. Elle est également à l'origine de nombreux projets pilotes dont voici quelques exemples:

- a) la conception et la réalisation d'un microprocesseur spécialement destiné à former les étudiants des universités et des collèges universitaires aux principes élémentaires de la micro-informatique ainsi qu'au fonctionnement et à la programmation des ordinateurs;
- b) la conception et la mise au point d'un système de surveillance de l'éclairage public fonctionnant grâce à des capteurs qui allument ou éteignent automatiquement les réverbères selon l'intensité lumineuse ambiante de telle sorte que les rues des villes soient bien éclairées en toutes circonstances;
- c) la conception et la mise au point d'un système de captage de l'énergie solaire destiné au chauffage de l'eau;
- d) une étude sur le recyclage des déchets de matière plastique pour la fabrication de bâches en plastique destinées à protéger les cultures;
- e) la conception et la fabrication d'une unité spéciale de réfrigération à l'intention du Laboratoire d'essai d'accumulateurs à éléments humides;
- f) la conception et la programmation d'une base de données sur les moyens technologiques et scientifiques du Royaume, dans le cadre du système national d'information;
- g) le projet national de contrôle de la pollution des eaux du Jourdain;
- h) une étude sur la sécurité dans l'utilisation et la manutention des substances chimiques dangereuses. Ce projet comprend une enquête générale sur toutes les substances chimiques dangereuses présentes sur les marchés jordaniens, ainsi qu'une description de leurs propriétés chimiques, physiques et toxiques et une définition de la marche à suivre lors du transport ou du stockage de ces substances et des mesures à prendre pour prévenir les risques, et s'ils se matérialisent, y faire face. Cette étude a abouti à la rédaction d'un manuel de sécurité à l'intention des personnes manipulant ces substances. Ce manuel en trois parties fournit des informations détaillées sur quelque 3 000 substances, et notamment sur leurs propriétés physiques et chimiques, les risques qu'elles peuvent présenter et les mesures à prendre en cas d'urgence.
- i) la conception du système de construction No 5. Créé à l'intention des personnes disposant de revenus limités, ce système repose sur l'utilisation de blocs de béton spécialement conçus par la Société. Il permet la construction rapide de bâtiments et se prête à une expansion dans le plan vertical comme dans le plan horizontal; il a été également conçu pour résister aux séismes et offre l'avantage d'une excellente isolation thermique, et par conséquent d'une moindre consommation d'énergie;
- j) l'utilisation de cellules photovoltaïques et de l'énergie éolienne pour le développement et l'électrification des zones reculées ainsi que pour le pompage de l'eau en puits profonds;

k) les projets concernant la publication de livres de sciences à l'intention des enfants et des adolescents, la traduction de travaux scientifiques et mathématiques et la conduite d'activités de recherche et d'études scientifiques.

49. Le Conseil supérieur de la science et de la technologie a été créé le 1er décembre 1987 en vue de mettre en place, de maintenir et de développer dans le pays des moyens scientifiques et technologiques qui permettent d'atteindre les objectifs que s'est fixé le Royaume en matière de développement socio-économique et culturel (art. 4 de la loi No 30 de 1987 portant création du Conseil supérieur de la science et de la technologie).

50. En 1988, le Conseil avait deux grands objectifs : définir une politique en matière scientifique et technique, étayée par des plans, des programmes et des projets correspondant aux besoins des divers secteurs du développement; assigner des priorités pour les activités de recherche-développement et le transfert de techniques présentant des avantages socio-économiques compatibles avec les progrès techniques enregistrés dans le monde et élaborer des stratégies appropriées.

51. Les autorités représentées au Conseil sont celles qui s'occupent au premier chef du développement socio-économique et culturel du Royaume, et ce sont elles qui facilitent la tâche du Conseil en l'aidant à assumer les fonctions et les devoirs qui lui incombent en vertu de la loi portant création du Conseil, et notamment :

a) mettre au point une politique scientifique et technologique générale pour le Royaume, établir des priorités, élaborer des programmes et des projets et en surveiller et évaluer l'exécution;

b) définir des stratégies appropriées en vue de développer les moyens scientifiques et technologiques du Royaume et ménager un climat propice au progrès scientifique;

c) prodiguer une assistance aux instituts et unités de recherche scientifique et technologique, en obtenant les crédits nécessaires à la promotion de la recherche, des services et des activités scientifiques et technologiques dans le Royaume;

d) renforcer la coopération dans les domaines de la science et de la technologie et conclure des accords de recherche en la matière avec les organismes locaux, arabes, régionaux et internationaux, et collaborer avec eux.

52. Le Conseil créera ses propres centres de recherche spécialisés en matière de science et de technologie. La Société royale des sciences étant appelée à devenir l'un d'entre eux, les pouvoirs conférés à son conseil d'administration ont été transférés au Conseil supérieur de la science et de la technologie.

53. Pour ce qui est des inventions, la loi No 22 de 1953 relative aux brevets et aux marques de fabrique garantit à l'inventeur le droit de breveter son invention. Cela ressort à l'évidence du paragraphe 1 de l'article 4, qui dispose : "Sans préjudice des autres dispositions de la présente loi,



le véritable auteur d'une invention est habilité à demander la délivrance d'un brevet lui conférant le droit exclusif d'utiliser, d'exploiter, de faire fonctionner, de fabriquer, de produire, de céder et de vendre son invention, ou d'accorder des licences autorisant des tiers à le faire". La question du droit de l'Etat de faire usage d'un brevet est traitée à l'article 38 qui dispose : "Les droits conférés par un brevet sont opposables au Gouvernement du Royaume comme ils le sont à toute autre personne". La loi prévoit en outre que tout ministère peut exploiter un brevet aux conditions convenues d'un commun accord avec le titulaire du brevet, sous réserve de l'approbation du Ministre des finances, ou aux conditions fixées par le Ministre de la justice ou par l'arbitre désigné à cette fin s'il n'a pas été possible de parvenir à un accord.

54. Aux termes de l'article 50 de la même loi :

"Lorsqu'un accord de protection réciproque des brevets et des marques de fabrique est conclu avec le gouvernement d'un Etat étranger, toute personne qui a déposé une demande en vue de la protection de son invention ou de sa marque de fabrique sur le territoire dudit Etat, ou son représentant ou mandataire légal, pourra déposer une demande de brevet ou d'enregistrement de marque de fabrique aux termes de la présente loi, avec priorité sur tout autre déposant. Le brevet ou l'enregistrement de la marque de fabrique portera la même date que celle de la demande déposée dans l'Etat étranger."

55. Enfin, la législation jordanienne protège le secret des inventions et en punit toute violation d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende ou des deux peines à la fois. L'inventeur peut exiger réparation lorsque son invention est exploitée par autrui. Le titulaire d'un droit sur une marque de fabrique est également protégé par la loi No 33 de 1952 sur les marques de fabrique.

56. Lorsque le Royaume hashémite de Jordanie souscrit à des conventions internationales sur les marques de fabrique, les marques enregistrées à l'étranger sont reconnues aux termes de l'article 41 de la loi précitée qui dispose : "Si le Gouvernement du Royaume hashémite de Jordanie adhère à un arrangement international pour la protection réciproque des marques, quiconque aurait demandé l'enregistrement de sa marque dans un pays contractant pourra la faire enregistrer aux termes de la présente loi, avec priorité sur tout autre déposant, et l'enregistrement portera la même date que celle de l'enregistrement étranger".

57. Aux termes de l'article 38, quiconque, dans un but frauduleux, commet, cherche à commettre ou encourage l'un des actes ci-après sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus, ou d'une amende de 100 dinars au plus, ou des deux peines à la fois :

a) utiliser une marque de fabrique déposée en vertu de la présente loi; ou imiter ladite marque, sur des marchandises de même nature que celles pour lesquelles la marque a été déposée;

b) vendre, acquérir aux fins de vente ou offrir à la vente, des marchandises portant une marque de fabrique dont l'utilisation constitue une infraction

c) utiliser une marque de fabrique dûment enregistrée par un tiers en vertu de la présente loi, aux fins de publicité en faveur de marchandises de même nature que celles pour lesquelles ce tiers a déposé sa marque de fabrique;

d) fabriquer, graver ou vendre toute plaque de bois ou de métal, tout tampon ou matrice ou tout autre objet servant à reproduire une marque de fabrique dûment enregistrée, ou toute imitation de ladite marque, aux fins de permettre à une personne autre que le propriétaire de ladite marque déposée de l'utiliser, ou d'utiliser une imitation de celle-ci, sur des marchandises de même nature que les marchandises pour lesquelles ladite marque a été déposée.

58. Dans le jugement qu'elle a rendu le 26 janvier 1985 dans l'affaire No 163/84, la Cour suprême de Jordanie a confirmé la protection juridique des marques de fabrique. Elle a statué en l'occurrence qu'il n'était pas possible de faire enregistrer des marques de fabrique favorisant la concurrence déloyale ou indiquant un faux lieu d'origine d'une marchandise, ou contenant le nom d'une société qui n'a pas consenti expressément à cette utilisation de sa raison sociale.